Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

60/4 | 2019
Varia

Revue en lutte

Editor's Note

Comité de rédaction

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/11362>

DOI : 10.4000/monderusse.11362

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 653-656

ISBN : 978-2-7132-2797-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Comité de rédaction, « Revue en lutte », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 60/4 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 02 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/11362> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.11362>

Tous droits réservés

NOTE DU COMITÉ DE RÉDACTION

Les *Cahiers du monde russe* n'ont pas l'habitude de se prononcer sur la politique scientifique. Son comité de rédaction sort de sa réserve pour alerter ses lecteurs et la communauté internationale des risques graves qu'encourt actuellement la recherche en France, à l'heure où une loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) est en préparation. Le comité propose de mettre en regard la situation française avec ce qui s'est passé et se passe dans d'autres pays. À l'instar d'autres revues françaises¹ et étrangères comme *Kritika*², il s'agit de faire un bilan critique de deux développements internationaux récents : d'une part, l'imposition par les puissances publiques et les tutelles privées de critères d'évaluation aux chercheurs qui, loin de promouvoir l'excellence et l'intelligence collectives, ont des effets pervers sur le développement de la science et gênent l'épanouissement d'une communauté scientifique innovante et ouverte ; d'autre part, les mesures qui visent à précariser les carrières de tous les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche (enseignants-chercheurs, administratifs, techniciens etc.), sous couvert d'améliorer leur compétitivité dans une concurrence mondialisée.

En France, le statut de la fonction publique offre la perspective de carrières stables dans la recherche, l'enseignement et aux fonctions de support. Or, sur fond de diminution des recrutements de personnels statutaires, les projets discutés actuellement par le gouvernement introduisent de nouveaux contrats (CDI de mission, CDI de projet) pour multiplier les emplois à durée limitée. De plus, la création d'un faible nombre de « chaires d'excellence juniors », prétendument modelées sur les *tenure-track* étatsuniennes, est destinée à accélérer le mouvement déjà en cours de concentration des ressources sur quelques universités, laboratoires ou « stars » académiques. Ces mesures visent à créer un prolétariat scientifique soumis à la course aux contrats. Les plus jeunes d'entre nous, nos étudiants, risquent de voir se pérenniser une situation de dépendance aux porteurs de projets et de passer de contrat en contrat sans perspective de carrière stable. Là encore, la recherche qui

1. Depuis janvier 2020, des revues françaises se sont mises en grève, d'autres ont signé des motions afin de s'opposer à la fois à la réforme du régime des retraites qui affecte l'ensemble de la fonction publique et les projets de LPPR. Ainsi, en février 2020, 131 revues ont signé le texte, proposé par le collectif des revues en lutte « Revues en luttés, science en danger, revues en lutte », universiteouverte.org. Voir aussi <https://academia.hypotheses.org/13060>.

2. *Failing the Grade, The Craze for Ranking Humanities Journals* », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 10, 1 (winter 2009), p. 1-6

exige curiosité, créativité, imagination, temps, autonomie et collaboration en sortirait profondément affectée.

Les *Cahiers du monde russe*, comme toutes les revues scientifiques, sont un maillon du dispositif d'évaluation des chercheurs : la qualité des publications est évaluée par les pairs, c'est-à-dire par le monde de la recherche lui-même. Et c'est à ce titre que son comité exprime sa crainte face aux tendances actuelles du gouvernement de la recherche en France à renforcer l'évaluation hiérarchique contre la collégialité qui doit être la règle dans les revues, les commissions de recrutement et les autres instances d'évaluation et de gestion des carrières. Le comité de rédaction des *Cahiers du monde russe* est inquiet des déclarations du président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), M. Antoine Petit, qui appelle de ses vœux une politique scientifique « darwinienne » censée organiser une féroce compétition entre les scientifiques pour faire émerger les meilleurs³. Ce ne sont pas là des mots isolés : dans les rapports remis au ministère français de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en préparation de la LPPR annoncée par le gouvernement, on retrouve l'injonction à renforcer la concurrence entre chercheurs organisée de haut en bas par des structures bureaucratiques, au détriment de l'évaluation collégiale⁴.

Soumises aux règles du « New Public Management » globalisé, ces réformes promettent-elles le même sort que celui que vivent les universitaires de Russie, du Kazakhstan, d'Australie, du Royaume Uni, d'Allemagne, des États-Unis ?⁵ Nos collègues voient leur traitement et parfois leur poste subordonnés au nombre d'articles publiés dans les revues indexées. La précarisation des jeunes chercheurs bat son plein, particulièrement en Allemagne où les postes fixes sont l'exception et où des milliers de docteurs actifs dans la recherche, « produits » par l'emballement du financement sur projet, n'ont aucune perspective de titularisation⁶.

Les *Cahiers du monde russe*, à la croisée de plusieurs traditions académiques et publiant des articles en français, en anglais et en russe, sont un observatoire de ces phénomènes. Ils constatent d'année en année que l'évaluation quantitative et l'anxiété créée par une précarisation grandissante nuisent à la qualité de la production scientifique et à la sérénité de la recherche. Des auteurs, poussés par ces systèmes

3. Discours du président-directeur général du CNRS, Antoine Petit, prononcé lors de la cérémonie des 80 ans du CNRS. <https://80ans.cnrs.fr/wp-content/uploads/2019/12/Discours-AP-80-ans-1.pdf>

4. <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid145221/restitution-des-travaux-des-groupes-de-travail-pour-un-projet-de-loi-de-programmation-pluriannuelle-de-la-recherche.html>, voire en particulier le Rapport n° 2, p. 35-49.

5. Pour une bibliographie récente dans la presse anglo-saxonne, Charles Petersen, « Serfs of Academe », *The New York Review of Books*, March 12, 2020. S'agissant de l'état des forces académiques et de la préconisation des universités allemandes, cf. les informations et analyses diffusées dans le carnet hypothèses du Centre Marc Bloch de Berlin (<http://cmb-wispo.hypotheses.org>).

6. En 2015, 145 000 docteurs étaient employés comme contractuels dans les universités et laboratoires pour seulement 45 000 professeurs statutaires, soit un statutaire pour trois précaires ! (cf. p. 8 de https://www.bmbf.de/files/buwin_2017_kurzfassung.pdf)

d'évaluation, s'attendent à ce que les délais de publication soient indexés sur les calendriers administratifs et hiérarchiques valables dans leur pays, remettant en cause la cohérence des numéros.

Outre la pression économique, morale et psychologique qu'exerce ce dispositif, il les incite à déployer des stratagèmes pour répondre à ces exigences : publier des versions du même article dans des revues de langue et d'audience différentes, rémunérer des *fake* revues et des prestataires pour écrire et démarcher à leur place des revues internationales, s'adonner à des plagiat partiels ou entiers. En Russie, en janvier 2020, les autorités ont dû, sous la pression, demander la dé-publication de 869 articles scientifiques. En tout, les spécialistes recommandent le retrait de 2 500 articles pour plagiat en Russie⁷.

Enfin, plus problématique encore dans un contexte de forte instabilité politique en Europe, l'influence politique grandissante sur le fonctionnement de nombreux systèmes académiques étrangers, en particulier dans notre domaine d'étude, doit nous alerter. En Russie⁸ et dans d'autres États postsoviétiques, et même dans certains pays d'Europe centrale et orientale comme la Hongrie, la fragilisation des statuts des enseignants-chercheurs justifiée par leur alignement sur les standards internationaux est à l'œuvre depuis de longues années. Cette précarisation place les chercheurs dans une situation de dépendance à l'égard des autorités académiques et politiques de leur pays. La pratique des sciences sociales critiques est difficile et dangereuse en raison des pressions s'exerçant par ce biais sur les chercheurs.

La question des carrières, de l'évaluation et des financements de la recherche est une question éminemment politique. Aujourd'hui, dans un contexte incertain et menaçant, nous devons garantir l'indépendance et la stabilité de la recherche publique et de ses acteurs, et nous espérons pouvoir être entendus par notre gouvernement pour qu'il n'adopte pas des mesures dont les conséquences fâcheuses ont déjà été constatées ailleurs. La recherche de la qualité et de l'excellence, le nécessaire niveau d'exigence, ne supposent nullement une concurrence de type commercial, où le rôle du marché serait joué par des critères et des décideurs contestables.

cmr@ehess.fr

7. <https://www.sciencemag.org/news/2020/01/russian-journals-retract-more-800-papers-after-bombshell-investigation>

8. Lettre de la branche de Saint-Petersbourg de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Russie à propos des méthodes d'évaluation des chercheurs utilisant scopus et web of sciences et l'absence des revues russes dans ces bases de données.

http://www.spbiiran.nw.ru/%d0%be%d1%82%d0%ba%d1%80%d1%8b%d1%82%d0%be%d0%b5-%d0%bf%d0%b8%d1%81%d1%8c%d0%bc%d0%be-%d1%83%d1%87%d0%b5%d0%bd%d0%be%d0%b3%d0%be-%d1%81%d0%be%d0%b2%d0%b5%d1%82%d0%b0-%d1%81%d0%b0%d0%bd%d0%ba%d1%82/?fbclid=IwAR1wbBWUjBijTbf367d05oE4p7TmMrXzDHmghNdM3pc-zknI2RJ_sSmPFg.